

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Situation budgétaire du gouvernement fédéral américain : amélioration ou mirage?

Par Francis Généreux, économiste expert

Les finances publiques américaines se sont modestement améliorées depuis un an, mais cette évolution mérite d'être examinée de près. La baisse récente du déficit repose surtout sur des facteurs temporaires, comme les tarifs douaniers et des compressions marquées dans certains programmes. Les effets retardés des baisses d'impôts, les pressions sur les dépenses militaires et le contexte géopolitique incertain pourraient vite couper court à la baisse du déficit. Ce *Point de vue économique* dresse un état des lieux des finances du gouvernement fédéral américain, des effets budgétaires des principales politiques de l'administration Trump et des risques qui menacent cette amélioration apparente.

Alors que les provinces, tout comme le gouvernement fédéral canadien, viennent de faire le point sur leur situation budgétaire et de réviser leurs projections pour les prochaines années, penchons-nous maintenant sur la situation financière de notre voisin du Sud, qui a lui aussi traversé une année particulièrement mouvementée.

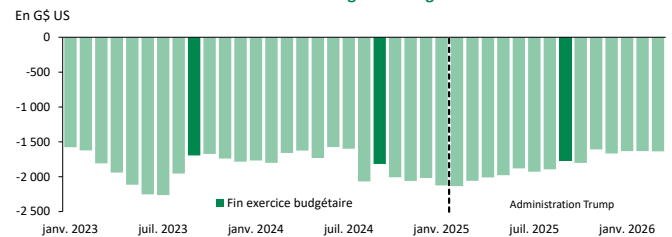
Le portrait actuel

L'exercice budgétaire du gouvernement fédéral américain s'est terminé en septembre 2025 sur un déficit de 1 775 G\$ US. Cela marque une amélioration par rapport à l'exercice 2024, où le déficit atteignait 1 817 G\$ US. On peut toutefois brosser un portrait plus récent en utilisant les données mensuelles du Trésor américain. Ainsi, la somme sur 12 mois du solde budgétaire fédéral atteignait 1 637 G\$ US en mars dernier. L'amélioration s'est donc poursuivie au cours des six premiers mois du présent exercice, qui se conclura en septembre prochain (graphique 1).

La comparaison est encore plus flatteuse si on la fait par rapport au tout début du second mandat du président Trump, soit janvier 2025. À ce moment, le déficit sur 12 mois était de 2 125 G\$ US. La réduction entre celui-ci et ce qui était enregistré en mars dernier est donc de près de 23 %, ce qui est loin d'être négligeable. Cela dit, la presque totalité de l'amélioration de 488 G\$ US de la situation budgétaire est venue du côté des revenus (+527 G\$ US) alors que les dépenses ont augmenté de

Graphique 1
Les déficits ont été un peu moins lourds

États-Unis – somme sur 12 mois du solde budgétaire du gouvernement fédéral



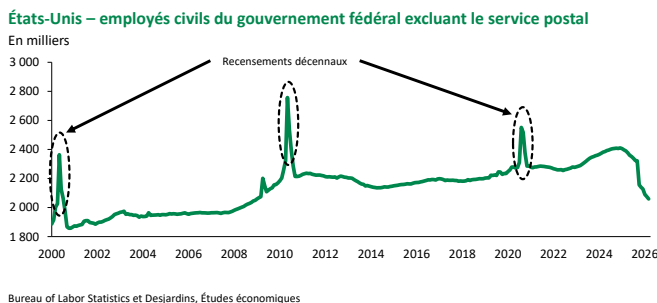
U.S. Treasury et Desjardins, Études économiques

40 G\$ US. Et il faut se rappeler le contexte particulier pour le secteur public américain en 2025, avec la plus longue impasse budgétaire qui a affecté une partie des dépenses fédérales l'automne dernier, les coupes budgétaires mises de l'avant par le DOGE d'Elon Musk et une administration résolue dans son intention de réduire l'importance de certains départements, comme l'éducation et la santé.

Du côté des dépenses, celles associées aux principaux programmes sociaux ont, depuis janvier 2025, augmenté de 7,4 % et les hausses ont été de 7,5 % pour le service de la dette et de 3,5 % pour la défense. Les dépenses discrétionnaires non militaires ont toutefois subi une baisse de 17,0 %, soit 304 G\$ US de moins qu'au début du présent mandat présidentiel. Le

changement de régime a eu des répercussions particulièrement lourdes sur certains départements, dont des chutes de 51,4 % en protection de l'environnement, de 58,5 % en aide internationale et de 90,6 % pour le département de l'Éducation. La fonction publique fédérale a évidemment été affectée. Selon les données mensuelles du Bureau of Labor Statistics, il y avait en mars 2 059 400 employés civils fédéraux (excluant le service postal). C'est 346 300 travailleurs de moins qu'en janvier 2025 (-14,4 %) (graphique 2).

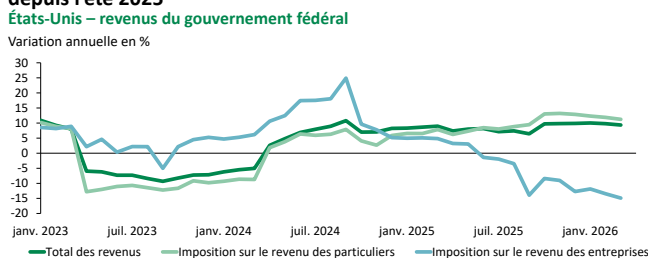
Graphique 2
Le nombre d'employés fédéraux n'a pas été aussi bas depuis 2008



Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

La hausse des revenus du gouvernement fédéral est surtout venue de l'impôt des particuliers, qui a augmenté de 13,2 %. L'impôt sur le revenu des entreprises a plutôt diminué de 14,1 % depuis janvier 2025. Cette baisse s'est manifestée à partir de septembre 2025 alors que les entreprises ont commencé à incorporer les allègements fiscaux adoptés l'été dernier (graphique 3). La hausse des tarifs douaniers, surtout à partir d'avril 2025, a aussi contribué à améliorer les revenus du gouvernement, amenant une hausse de 243 G\$ US dans les coffres, comparativement à janvier 2025.

Graphique 3
Les revenus provenant de l'impôt sur les entreprises sont en baisse depuis l'été 2025

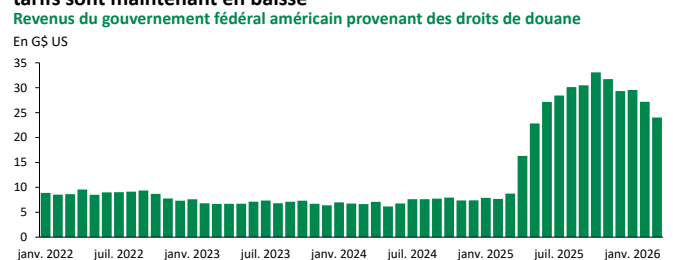


U.S. Treasury et Desjardins, Études économiques

Les conséquences des principales politiques républicaines

Dans ce portrait de la situation depuis janvier 2025, on a pu voir que les **tarifs douaniers** ont aidé à améliorer la situation financière du gouvernement fédéral. Les revenus générés par la politique protectionniste du président Trump ont atteint un sommet en octobre 2025, avec des entrées mensuelles de 33,1 G\$ US. Depuis, ils sont en recul, notamment en raison de certains allègements tarifaires (en particulier sur les produits alimentaires à partir de novembre) et de l'évolution des échanges commerciaux (graphique 4). Le rejet par la Cour suprême des tarifs de réciprocité et de ceux liés à la sécurité frontalière ainsi qu'à la lutte contre le fentanyl a aussi changé la donne. Les tarifs recueillis en mars dernier n'étaient que de 24,0 G\$ US, les plus bas depuis mai 2025. De plus, le gouvernement devra rembourser aux entreprises importatrices les tarifs qui ont été déclarés illégaux. Un [document \[en anglais seulement\]](#) présenté devant la United States Court of International Trade indique que jusqu'au 4 mars 2026, près de 330 000 importateurs américains avaient versé environ 166 G\$ US en droits de douane, avant que la mesure concernée ne soit rayée par la Cour suprême. Ce montant devra tôt ou tard être remboursé et les procédures à cet effet ont récemment été mises en branle. Une partie de l'amélioration budgétaire s'avère donc trompeuse et sera renversée.

Graphique 4
Après une forte augmentation, les revenus fédéraux provenant des tarifs sont maintenant en baisse



U.S. Treasury et Desjardins, Études économiques

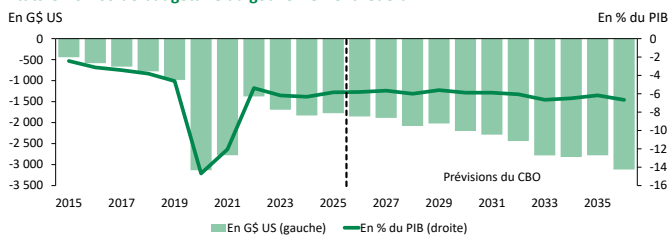
L'autre mesure-phare qui a affecté les finances publiques américaines a été le **One Big Beautiful Bill Act** (OBBBA) promulgué le 4 juillet 2025. [Nous avons commenté](#) à ce sujet un peu avant son adoption finale par le Congrès. Dès l'exercice 2025, on a pu voir son effet par une baisse notable des revenus provenant de l'impôt des entreprises. Le Congressional Budget Office (CBO) estime que cette loi a amené une diminution de 100 G\$ US de l'imposition des entreprises en 2025 et cela sera suivi d'une baisse de 152 G\$ US à chacun des exercices 2026 et 2027. L'incidence des allègements fiscaux pour les individus est estimée plus modeste en 2025 (32 G\$ US), mais elle sera nettement plus grande en 2026 (326 G\$ US) et au cours des années subséquentes. L'effet observé en 2025 a

toutefois été atténué par des revenus plus élevés découlant de la même loi, notamment en lien avec les remboursements de prêts étudiants. En utilisant une analyse conventionnelle (sans effet de second tour sur l'évolution de l'économie), le CBO estime que l'OBBBA a amenuisé de 21 G\$ US le déficit durant l'exercice 2025, mais qu'il l'augmentera de 487 G\$ US en 2026 et de 602 G\$ US en 2027. La situation financière du gouvernement fédéral serait donc passablement meilleure si ce n'avait été de l'OBBBA. La croissance plus forte estimée pour 2026 grâce aux retombées de la loi amenuise un peu l'effet sur le déficit.

Les nouvelles prévisions du CBO

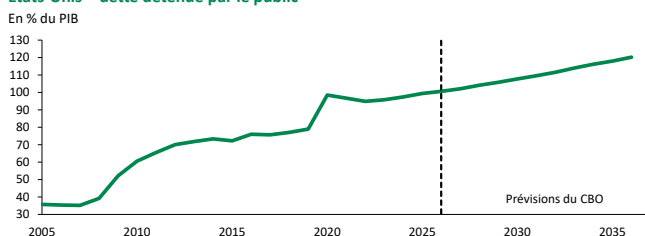
En février dernier, le CBO a publié ses nouvelles prévisions de la situation budgétaire du gouvernement fédéral. Établies selon les lois en place à ce moment, incluant l'OBBBA, ces prévisions tablent sur une détérioration modeste du déficit au cours des prochaines années. De 1 775 G\$ US à la fin de l'exercice 2025, il passerait à 1 853 G\$ US en septembre 2026 et à 1 887 G\$ US en 2027 (graphique 5). En proportion du PIB, c'est plutôt stable, soit 5,8 % en 2025, 5,8 % en 2026 et 5,7 % en 2027. La dette du gouvernement détenue par le public passerait de 99,4 % du PIB en 2025 à 100,6 % en 2026 pour continuer de grimper jusqu'à 120,2 % en 2036 (graphique 6).

Graphique 5
Selon le CBO, les déficits vont augmenter au cours des prochaines années, tout en demeurant stables en proportion de l'économie
États-Unis – solde budgétaire du gouvernement fédéral



CBO : Congressional Budget Office
CBO et Desjardins, Études économiques

Graphique 6
La dette fédérale pourrait atteindre 100 % du PIB cet année et devrait continuer d'augmenter
États-Unis – dette détenue par le public



CBO : Congressional Budget Office
CBO et Desjardins, Études économiques

Cela dit, les projections du CBO comptaient sur des tarifs douaniers plus élevés et n'anticipaient pas la décision de la Cour suprême sur les tarifs d'urgence. Le CBO estime maintenant que l'abolition de ces tarifs amènerait des déficits cumulés sur dix ans plus élevés de 2 000 G\$ US, y compris l'effet sur le service de la dette. Ce calcul ne tient toutefois pas compte des tarifs de remplacement temporairement en place grâce à la section 122 de la loi sur le commerce et n'inclut aucune autre mesure commerciale qui pourrait tôt ou tard être implantée.

Le coût de la guerre

La situation actuelle au Moyen-Orient pourrait aussi changer la donne pour les projections de très court terme. La semaine dernière, le département de la Défense a informé les membres du Congrès que jusqu'à maintenant, la guerre avec l'Iran aurait coûté approximativement 25 G\$ US au Trésor américain. La majeure partie serait due aux munitions, mais aussi aux opérations et à la maintenance, ainsi qu'au remplacement des équipements. D'autres sommes pourraient évidemment s'ajouter et il était attendu que la Maison-Blanche demande au Congrès un financement supplémentaire immédiat de 200 G\$ US lié à la guerre en Iran. D'autres montants plus modestes (de 80 G\$ US à 100 G\$ US) ont aussi été avancés.

Les conséquences de la guerre en Iran sur la situation économique ne sont pas encore claires. La confiance a été affectée par la hausse des prix de l'énergie et de l'essence en particulier, mais il ne semble pas y avoir pour le moment d'effets négatifs très importants sur la croissance de l'économie ou sur le marché du travail. Une hausse de 0,50 point de pourcentage de l'inflation sur un an, accompagnée d'une hausse équivalente des taux d'intérêt nominaux, amènerait un déficit annuel plus élevé d'environ 30 G\$ US. Une croissance économique moins élevée de 0,30 point de pourcentage augmenterait le déficit d'environ 15 G\$ US. Notre scénario de base ne prévoit ni une débandade de la croissance du PIB réel, ni un dérapage de l'inflation. Un conflit prolongé accentuerait toutefois les risques d'une conjoncture économique moins favorable à la situation budgétaire, sans compter une probable volonté du Congrès ou de la Maison-Blanche de mettre en place de nouvelles mesures de soutien aux ménages ou aux entreprises.

La proposition budgétaire du président Trump : un fort appétit pour de nouvelles dépenses militaires

L'administration Trump a rendu publique le 3 avril dernier sa proposition budgétaire pour l'exercice 2027, qui débutera en octobre prochain. Rappelons que les budgets soumis par la Maison-Blanche sont rarement mis en application. C'est le Congrès qui détient constitutionnellement les cordons de la bourse. La publication annuelle du budget permet toutefois d'en connaître davantage sur les priorités et les souhaits de l'administration en place.

Ce qui transparaît dans cette nouvelle mouture est avant tout la volonté de gonfler davantage le budget de la défense. La politique de « paix par la force » du président et du secrétaire à la défense passe par la demande d'augmenter de 42,1 % ce budget par rapport à ce qui a été approuvé pour l'exercice 2026. Ainsi, le budget de la défense passerait de 850 G\$ US en 2025, à 1 009 G\$ US en 2026, puis à 1 450 G\$ US en 2027. L'ensemble des autres postes budgétaires discrétionnaires (en excluant les principaux programmes sociaux) diminuerait de 73 G\$ US (-10,0 %). Les plus importantes diminutions viendraient des départements d'État (-15,5 G\$ US ou -30,4 %), de la santé (-15,4 G\$ US ou -12,2 %) et de l'habitation (-10,7 G\$ US ou -12,7 %).

Contrairement à ce que l'on voit d'habitude dans ce genre d'exercice, la proposition budgétaire présentée cette année par la Maison-Blanche ne procure pas de prévisions explicites des déficits ou de la dette. Toutefois, l'évolution des dépenses et des revenus totaux que l'on trouve dans les documents complémentaires suggère que le déficit dépasserait 2 000 G\$ US dès 2026 et passerait à 2 172 G\$ US en 2027. Et cela avec l'hypothèse de très fortes croissances prévues de 3,1 % du PIB réel en 2026 et en 2027. Les mêmes données montrent que les déficits en proportion du PIB nominal passeraient de 5,9 % en 2025 à 6,4 % en 2026 pour rester au même taux en 2027 (graphique 7). Comme les croissances prévues du PIB sont bien supérieures aux nôtres ou à celles du consensus, les demandes budgétaires de l'administration Trump, notamment en ce qui a trait à la défense, occasionneraient des déficits en dollars ou en proportion du PIB bien supérieurs à ce qui est présenté.

La proposition budgétaire de la Maison-Blanche apparaît donc peu crédible. À première vue, il serait surprenant que le Congrès entérine une hausse permanente aussi massive des dépenses militaires. Une telle initiative nécessiterait sûrement le recours à des dispositions législatives permettant de contourner un blocage des démocrates au Sénat. En revanche, une poussée budgétaire temporaire demeure plausible afin de financer la poursuite du conflit en Iran et de reconstituer les stocks de munitions et d'équipements.

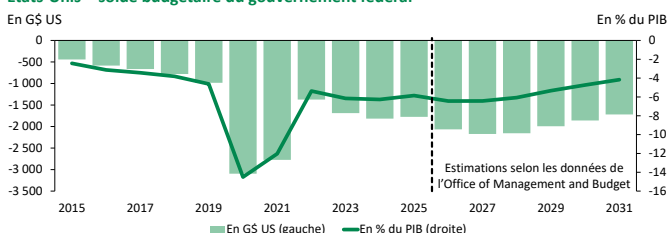
Jusqu'à récemment, le Congrès était surtout occupé à finaliser l'approbation des dépenses pour l'exercice en cours, notamment pour le département de la Sécurité intérieure, qui demeurerait soumis à une impasse budgétaire partielle. En parallèle, le financement de programmes du département de l'agriculture, y compris l'aide alimentaire, est en discussion pour un montant de 162 G\$ US sur dix ans, dont 34 G\$ US en 2026. Bien que les travaux sur le budget de l'exercice 2027 aient débuté, il est possible que l'exercice s'ouvre, à partir du 1^{er} octobre, sous des lois de financement temporaires afin d'éviter une nouvelle impasse budgétaire en pleine campagne électorale de mi-mandat.

En conclusion : une amélioration bien fragile des finances publiques

Les finances publiques se sont légèrement améliorées entre les exercices 2024 et 2025 ainsi qu'au cours des six premiers mois de l'exercice 2026. Cela dit, compte tenu des efforts de rationalisation, de la longue impasse budgétaire et des revenus tirés des droits de douane, la réduction du déficit demeure relativement modeste. Et la dette publique continue d'augmenter à un rythme rapide. À très court terme, il faudra aussi tenir compte des effets budgétaires et économiques du conflit au Moyen-Orient ainsi que des changements imposés à la politique commerciale du président. Il n'y a pas non plus de marge de manœuvre dans le cas d'un ralentissement abrupt et imprévu de la croissance économique. La récente montée de l'incertitude à l'échelle mondiale a ravivé l'attrait pour le dollar américain et les titres du Trésor. Néanmoins, le risque d'une nouvelle vague de désengagement de la part des investisseurs étrangers demeure présent.

Graphique 7

Les nouvelles demandes de l'administration Trump gonfleraient le déficit, malgré des prévisions de croissance économiques très élevées États-Unis – solde budgétaire du gouvernement fédéral



Maison-Blanche et Desjardins, Études économiques

Autre bémol : les perspectives de revenus reposent sur des recettes de droits de douane très élevées, soit environ 600 G\$ US par année. Un tel niveau paraît peu probable à la lumière des résultats récents et compte tenu de la décision de la Cour suprême.